

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Prouvy, le 4 septembre 2013

Aménagement
Cambresis - Douaisis
Des de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex
Affaire suivie par :
Pascal DE SAINT VAAST
Tél : 03 27 21 05 15
Fax : 03 27 21 00 54

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR PRESENTATION A LA CDNPS DU
DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION
DE 14 AEROGENERATEURS**

V3-PdSV/2013-246
pascal.de-saint-vaast@developpement-durable.gouv.fr

OBJET

Rapport de présentation à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du Nord
Société en nom collectif MSE Les Dunes
Demande d'autorisation d'un parc éolien de 14 aérogénérateurs projet dit "La Voie du Moulin Jérôme" sur les communes de Bévillers, Béthencourt, Quiévy et Saint-Hilaire-lez-Cambrai.

N° S3IC : 70-5498

Assujettissement TGAP : non

REFERENCES : Transmissions de la DDTM du 18 décembre 2012(DDAE) et des 27 juin, 2 juillet 2013 (Avis et retour d'enquête publique)

Date de dépôt du dossier en préfecture : 13 décembre 2012

DEMANDEUR

- **Raison sociale** : SNC MSE Les Dunes
- **Siège social** : Tour de Lille
Rue de Turin
59777 EURALILLE
- **Adresse de l'établissement** : Communes de Bévillers, Béthencourt, Quiévy et Saint-Hilaire-lez-Cambrai
- **Contact dans l'entreprise** : **Christian BROY**
☎ : 03.20.21.42.14
- **Activité principale** : Ingénierie, études techniques
- **Effectif** : NC

MSE Les Dunes _la voie du Moulin Jérôme_RAPCDNPS_70.5498_04092013.doc

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - "certifiée Iso 9001 : 2008" et Iso 14001 : 2004"
44 rue de Tournai CS 40259 59019 Lille cedex
Tél : 03 20 13 48 48 - Télécopie : 03 20 13 48 78 -- <http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/>

Sommaire du Rapport

Annexe

- 1.- Objet de la demande
- 2.- Présentation de l'établissement
- 3.- Présentation du dossier du demandeur
- 4.- Consultation et enquête publique
- 5.- Proposition de l'inspection des installations classées
- 6.- Suites administratives

1. - Liste des installations classées de l'établissement
2. - Projet d'arrêté préfectoral
3. - Données cartographiques

1.- OBJET DE LA DEMANDE :

1.1.- Caractéristiques

La demande d'autorisation vise la mise en place de 14 aérogénérateurs sur les communes de Bévillers, Béthencourt, Quiévy et Saint-Hilaire-lez-Cambrai. Le projet éolien de la Voie du Moulin Jérôme a pour objectif de produire de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent. Les installations projetées se composent de 14 aérogénérateurs, de 3,37 MW de puissance unitaire, pour une hauteur totale de 132 m (mât + pales).

Le projet de la Voie du Moulin Jérôme s'inscrit dans la région Nord Pas-de-Calais, dans le département du Nord, à environ 10 km au Nord de Caudry.

Le projet éolien de la Voie du Moulin Jérôme est structuré en deux groupes orientés sur un axe nord-sud. Les éoliennes sont alignées sur deux doubles-bandes d'orientation Est-Ouest, comprenant 6 éoliennes pour le groupement nord et 8 éoliennes pour le groupement sud.

Toutes les habitations sont situées à plus de 500 m du parc éolien.

Le poste source prévu pour le raccordement électrique est un poste existant sur la commune de Caudry d'une puissance de 63 kV. Il est situé à environ 1 km au Sud-Est de l'éolienne E14.

C'est en vue d'obtenir, pour ce projet, l'autorisation au titre des installations classées que la SNC MSE Les Dunes a déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) objet du présent rapport.

1.2.- Classement

Voir liste en annexe 1.

Le projet est globalement soumis à autorisation pour la rubrique 2980 :
Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs:

1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.

2.- PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

2.1.- Présentation du demandeur

La société MSE Les Dunes est une société en nom collectif. Elle se propose de développer et d'exploiter le parc éolien de 14 aérogénérateurs dit de La voie du Moulin Jérôme. Il s'agit d'une société détenue à 99,99% par la société MAÏA EOLIS elle-même filiale du groupe MAÏA et de GDF SUEZ.

La SNC MSE Les Dunes a été créée en janvier 2004 à Lille et elle est gérée par la société Maïa Eolis représentée par M. Christian BROY son Directeur Général. Elle se réclame des capacités de Maïa Eolis pour justifier de ses propres capacités (techniques et financières). Bien que ce point ne soit pas strictement conforme au Code de l'Environnement et notamment à son article L 512.1 qui stipule notamment que "La délivrance de l'autorisation, [...]. Elle prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L. 511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 lors de la cessation d'activité." il est admis dans le cas particulier de projets éoliens que la démonstration des capacités techniques et financières puisse être liée à la production d'un plan de financement de l'opération, et des capacités techniques des cocontractants du demandeur et, dans le cas qui nous intéresse, il s'agit de MAÏA EOLIS qui dispose notamment de deux centres de maintenance et un d'exploitation. Cette approche permet à cette société d'être l'interlocuteur unique du demandeur pour l'ensemble des phases d'études, de financement, de construction, d'exploitation et de maintenance de ses parcs éoliens. Le fait d'être pilote de l'intégralité de la filière éolienne est une particularité qu'il est important de souligner.

2.2.- Site d'implantation

Le site d'implantation du projet est repéré dans le dossier illustré présenté en annexe.

Le projet éolien de la Voie du Moulin Jérôme se localise sur un territoire défini comme zone favorable au développement de l'éolien par le Schéma Régional Éolien validé par un arrêté du 25 juillet 2012. Il regroupe ainsi plusieurs secteurs identifiés comme "propices à l'accueil d'une Zone de Développement Éolien" par le Schéma de Cohérence Territoriale du Cambrésis, et s'inscrit dans le secteur Z1 "La ligne des moulins" de la ZDE en cours d'instruction sur la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis.

Le projet éolien est donc en cohérence avec l'ensemble des documents existants. Cette cohérence constitue en elle-même une validation du choix du site qui a été effectué

Le tableau ci-dessous situe les éoliennes au niveau parcellaire.

	Commune	Lieu-dit	Références cadastrales
E1	Bévillers	Les cinq chemins	section ZH, parcelle n° 61
E2	Saint-Hilaire-lez-Cambrai	Les grands champs	section ZH, parcelle n° 24
E3	Saint-Hilaire-lez-Cambrai	La voie du moulin Jérôme	section ZH, parcelle n° 96
E4	Bévillers	Les voies	section ZH, parcelle n° 43 section ZB, parcelles n° 262 et 264
E5	Saint-Hilaire-lez-Cambrai	Le grand champ	section ZH, parcelle n° 16
E6	Quiévy	Blocaire	section ZA, parcelles n° 270, 271 et 272
E7	Bévillers	Aulicourt	section ZD, parcelle n° 140
E8	Béhencourt	Aulicourt	section ZA, parcelle n° 17
E9	Béhencourt	Aulicourt	section ZA, parcelle n° 18
E10	Béhencourt	Le chemin de Saint-Quentin	section ZI, parcelle n° 1
E11	Bévillers	Eglise	section ZD, parcelles n° 75 et 76
E12	Bévillers	Aulicourt	section ZD, parcelles n° 64 et 65
E13	Béhencourt	Le cimetière des sarrazins	section ZI, parcelle n° 53
E14	Béhencourt	Le chemin de Saint-Quentin	section ZI, parcelle n° 1

Les éoliennes du groupe nord sont implantées sur les communes de Saint-Hilaire-lez-Cambrai (3 éoliennes), Bévillers (2 éoliennes) et Quiévy (1 éolienne). Les éoliennes du groupe sud sont implantées sur les communes de Bévillers (3 éoliennes), et Béthencourt (5 éoliennes).

Une distance minimale de plus de 300 m est maintenue entre les éoliennes.

La commune de Saint-Hilaire-lez-Cambrai est en cours d'élaboration d'une carte communale. Le projet de document prévoit un secteur propice à une zone de développement éolien, comprenant le site d'implantation du présent projet. Les éoliennes seraient installées sur des zones classées N, soit des "secteurs sans construction à l'exception (...) des constructions de mise en valeur des ressources naturelles" (article L. 124.2 du code de l'urbanisme), catégorie dans laquelle entrent les éoliennes.

La commune de Quiévy dispose d'un PLU (Plan Local d'Urbanisme) validé en décembre 2009. Les sites d'implantation y correspondent à des zones A: "zones agricoles".

La commune de Béthencourt possède un PLU validé par son Conseil municipal le 14 janvier 2011 et en attente de validation par le Préfet. Les sites d'implantation y sont classés en zone agricole.

La commune de Bévillers possède un Plan d'Occupation des Sols élaboré en 1989, dont le renouvellement n'est pas prévu à l'heure actuelle. Les sites d'implantation y correspondent actuellement à des zones agricoles Non Constructible. La mairie de Bévillers procède actuellement à la modification simplifiée de son POS pour rendre le document d'urbanisme compatible avec l'édification d'éoliennes. Le projet d'implantation d'éoliennes sera compatible avec les règlements d'urbanisme en vigueur dans les communes concernées.

La création du parc va consommer un espace jouissant antérieurement d'une vocation agricole ou naturelle. Il est situé sur un plateau agricole du Cambrésis.

Cette partie de la région Nord Pas-de-Calais est caractérisée par des milieux très pauvres du point de vue de la diversité écologique, dominée par une agriculture intensive principalement céréalière. Aucune espèce protégée ou patrimoniale, aucun habitat remarquable et aucune zone humide n'ont été identifiés sur la zone d'étude.

Ce projet est éloigné des zones d'intérêt écologique élevé, des principaux couloirs de migration de l'avifaune (Littoral Picard et Vallée de la Scarpe), des cavités d'hibernation et des colonies de reproduction de chiroptères identifiées dans le pré-diagnostic.

L'intérêt du secteur concerné réside principalement dans la présence de quelques espèces communes (Perdrix grise, Bruant proyer, Alouette des champs, Busard-Saint-Martin, Pipistrelle commune, Séroline commune, Lièvre d'Europe, Renard roux, adventices typiques des milieux cultivés). Quelques espèces remarquables ont cependant été observées le long des villages bordant le projet éolien (Chouette chevêche, Tarier pâle, Bruant des roseaux) et dans une moindre mesure en transit au sein de la zone d'implantation potentielle.

Le projet se trouve sur un territoire principalement rural au nord de l'agglomération de Caudry. Sur l'aire d'étude proche, l'habitat est majoritairement groupé en noyau urbain ou dans des "villages-rues" étirés le long des routes départementales. Cependant de nombreuses habitations et fermes isolées sont dispersées sur le territoire, notamment le long de la route RD 45. Les premières habitations se situent à plus de 500 m des éoliennes. Les zones habitées les plus proches se trouvent à Bévillers (528 m) et Aulicourt (545 m). Les bâtiments de la société agricole Aulicourt se trouvent à 500 m.

Les principales servitudes qui grèvent le site concernent les contraintes aéronautiques et les contraintes radioélectriques de la base militaire de Cambrai-Epinoy (BA 103) : seuil d'altitude de 224 m NGF imposé ainsi que la zone de protection radar des 5 à 20 km autour du radar de Cambrai-Epinoy.

A noter que les servitudes aéronautiques et radar de la base de Cambrai-Epinoy (BA 103) devaient être levées après la fermeture de celle-ci (fermeture initialement prévue en 2012) et les servitudes liées au radar seront levées lorsque celui-ci sera arrêté (arrêt initialement prévu en 2013). Le projet de la Voie du Moulin Jérôme ne sera en aucun cas édifié avant la levée des servitudes aéronautiques et radioélectriques.

3.- PRESENTATION DU DOSSIER DU DEMANDEUR

Le dossier présenté par le demandeur est constitué de plusieurs documents reliés et de deux dossiers l'un contenant les plans réglementaires et l'autre les annexes. Un document intitulé "Lettre de demande d'autorisation ICPE" formule la demande. Celui-ci est constitué de près d'une centaine de feuillets avec notamment les autorisations d'implantation et d'accès signées par les propriétaires des terrains ainsi que les demandes d'avis sur les conditions de remise en état du site et les réponses reçues. La demande est accompagnée d'une description du projet et d'informations sur le demandeur. Cette demande comporte également les modèles de contrats (exploitation et maintenance) liant le demandeur à la société Maïa Eolis. Les bilan et compte de résultat de cette dernière sur les 4 dernières années sont produits pour justifier des capacités financières comme le plan prévisionnel de financement du projet.

Les principaux documents du DDAE sont :

- une étude d'impact de l'installation sur son environnement et son résumé non technique. Cette étude est accompagnée d'une pochette comportant différentes annexes techniques;
- une étude de dangers et son résumé non technique;
- une notice hygiène et sécurité.

De nombreuses annexes sont regroupées dans un dossier. Les plus significatives sont:

- l'étude paysagère et son carnet de photomontages complétée par l'étude relative aux zones d'influence visuelle, cartes de visibilité et de co-visibilité du projet (Jacquel & Chatillon);
- l'étude écologique (Artemia Environnement);
- l'étude acoustique (Maïa Eolis);
- l'étude des battements d'ombre (Tauw France);
- une pré-étude de réception TV;
- un dossier contenant les avis émis par les organismes et services consultés;
- un projet d'accompagnement végétal (Bocage).

L'Inspection des installations classées souligne que la dissémination des informations dans autant de documents différents ne permet pas une lecture facile et encore moins une compréhension aisée du projet. Cette situation constitue un obstacle en regard de l'information due au public dans le cadre de l'instruction qui est prévue.

Le projet d'implantation de 14 aérogénérateurs sur les communes de Bévillers, Béthencourt, Quiévy et Saint-Hilaire-lez-Cambrai revêt un impact sur l'environnement essentiellement paysager et acoustique. En effet l'exploitation des éoliennes ne produit aucun rejet dans l'eau, dans l'air ni sous forme de déchets. Il s'agit d'installations classées assez éloignées de ce qui ressortit de la nomenclature des ICPE et qui concerne essentiellement des installations de type industriel.

3.1.- Synthèse de l'étude d'impact présentée par le demandeur

3.1.1.- Eau

Les installations ne rejetteront pas d'eau car elles ne disposent ni ne nécessitent d'alimentation en eau.

En phase d'exploitation, la seule substance présente dans les aérogénérateurs susceptible de polluer le sol et les eaux, est l'huile contenue dans les systèmes de lubrification au niveau de la nacelle. Cependant les quantités mises en œuvre sont très faibles et toute fuite sera contenue dans la nacelle ou s'écoulera à l'intérieur du mât et y sera confinée. Les huiles de vidange seront récupérées pour être traitées dans des filières agréées.

3.1.2.- Air

L'impact direct des aérogénérateurs sur l'air est nul : en effet les éoliennes n'émettent aucun gaz à effet de serre ou polluant. Ainsi, en se substituant à d'autres moyens de production d'électricité, les aérogénérateurs évitent le rejet de gaz à effet de serre et de polluants.

3.1.3.- Bruit

Depuis le 1^{er} janvier 2012, les émissions sonores des parcs éoliens sont soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (établi notamment par le décret du 23 août 2011 et l'arrêté du 26 août 2011 notamment la section 6 de l'arrêté) qui repose sur l'évaluation de l'émergence chez le riverain du bruit particulier. Les critères ci-dessous proviennent de l'arrêté du 26 août 2011 :

- si le bruit ambiant en présence du bruit particulier incriminé est inférieur à 35 dB(A) chez le riverain considéré, aucune émergence n'est précisée;
- pour un bruit ambiant supérieur à 35 dB(A) chez le riverain, l'émergence du bruit incriminé est inférieure aux valeurs suivantes:
 - 5 dB(A) pour la période de jour (7h - 22h),
 - 3 dB(A) pour la période nuit (22h - 7h).

S'ajoute à la considération des émergences au voisinage, des niveaux maximum à respecter en limite de propriété. Il est fixé à 70 dB(A) pour la période de jour et à 60 dB(A) pour la période de nuit.

Pour évaluer les émergences, l'étude produite au dossier suit le déroulement suivant:

- la première étape consiste à repérer les zones sensibles autour du site et d'y caractériser la situation acoustique initiale à l'aide de mesure de bruit résiduel;
- ensuite une modélisation du site dans laquelle la topographie, l'emplacement des logements et les caractéristiques des machines est réalisée en vue d'évaluer les niveaux émis autour du site et notamment aux emplacements de mesure du bruit résiduel.

Le rapport d'étude conclut globalement et pour chaque zone étudiée, que l'implantation du parc éolien est compatible avec l'ambiance acoustique qui a été caractérisée par la campagne de mesure d'état initial. Ceci est vrai en période diurne avec cependant un risque de dépassement en période nocturne pour certains points de mesure et des vitesses de vent dès 5m/s. Des campagnes de mesure de contrôle en fonctionnement devront être mises en place afin de vérifier l'absence de dépassement et optimiser si nécessaire les modes de fonctionnement des machines. Il sera éventuellement possible, en fonction des résultats de mesures de contrôle, d'adapter des modes de bridage spécifiques qui ont une influence directe sur les niveaux d'émission acoustique des aérogénérateurs..

3.1.4.- Déchets

La production d'électricité par les éoliennes ne nécessite aucune matière première et ne produit aucun déchet ultime, toxique ou radioactif. Seule la maintenance de ces installations produit des déchets dont la quantité est faible. Toutefois tous ces déchets seront récupérés, traités ou si possible recyclés.

3.1.5.- Transports

La problématique transport ne se pose qu'au moment du chantier de construction des éoliennes. Leur exploitation se fait à distance et ne nécessite aucun transport particulier. En phase travaux la circulation pourra être ralentie sur les routes départementales desservant le site, lors de l'acheminement des convois transportant les pièces de l'éolienne. Les modifications et les dérangements liés à ces transports sont temporaires.

3.1.6.- Impact sanitaire

Les effets sur la santé des éoliennes sont aujourd'hui peu connus et pour la plupart des origines encore à l'état de l'étude et de la recherche. Cependant on peut identifier les sources potentielles pouvant avoir un effet sur la santé:

- le bruit

Le bruit produit par les éoliennes et perçu par le public ne provoque pas de conséquence sanitaire directe: les niveaux sonores sont trop faibles pour entraîner des lésions, des effets auditifs ou autres. Le bruit des éoliennes peut néanmoins provoquer une sensation de gêne chez certains individus.

- *les infrasons produits par une éolienne*

L'intensité des infrasons produits par une éolienne est relativement faible. Les installations éoliennes sont de plus localisées à une distance importante (supérieure à 500 m) des habitations.

Dans un rapport de mars 2006, l'Académie de Médecine conclut : "la production d'infrasons par les éoliennes est, à leur voisinage immédiat, bien analysée et très modérée: elle est sans danger pour l'homme." Les infrasons produits par les éoliennes n'ont donc aucun effet notable sur la santé.

- *l'effet stroboscopique et ombre portée*

De par leur taille et leur mouvement, les éoliennes sont susceptibles de projeter une alternance d'ombre et de lumière au niveau des habitations les plus proches lors de journées ensoleillées. Cet effet est appelé "effet stroboscopique" et peut générer une gêne pour les habitants.

Cet impact a été simulé grâce au logiciel Windpro. Il est peu significatif au vu de sa très courte durée.

- *le champ électromagnétique (CEM)*

Le champ électromagnétique des éoliennes, de 50 Hz, appartient aux basses fréquences (<100 kHz).

Les effets susceptibles d'apparaître lors de l'exposition à un CEM basse fréquence sont:

- perception de taches lumineuses : l'exposition à un champ magnétique variable, d'une fréquence autour de 20 Hz et d'un seuil d'intensité supérieur à 10 mT, provoque la perception visuelle de taches lumineuses, nommées "magnétosphènes".

Les CEM engendrés par les éoliennes n'entrent pas dans cette catégorie : leur fréquence est en effet de 50 Hz, et leur intensité est inférieure à 100 μ T, soit 0,1 mT, conformément aux recommandations de l'Union Européenne.

- les courants induits: les champs magnétiques de basses fréquences font apparaître à l'intérieur du corps des courants électriques induits dont l'intensité dépend de l'intensité du champ magnétique extérieur. A partir de 100 mA/m², les courants induits stimulent les tissus avec un effet possible pour la santé. Au delà de 1000 mA/m², il y a un risque de fibrillation.

Les champs électromagnétiques au pied des éoliennes sont très faibles. La valeur limite de courant induit de 2 mA/m² recommandée par l'Union Européenne, est respectée. Aucun effet n'est donc à craindre.

- cancérogénicité

Le CIRC (Centre International de Recherche sur le Cancer), dépendant de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) a classé les CEM basse fréquence en catégorie 2B, c'est-à-dire comme possiblement cancérogènes pour l'Homme. Ce classement fait suite à plusieurs études épidémiologiques sur des groupes d'enfants exposés à proximité de lignes haute tension. Ces études mettent en évidence un risque accru de leucémie chez l'enfant.

Toutefois, plusieurs autres paramètres entrent également en compte, et, à ce jour, il n'a pas été possible d'établir un lien de cause à effet entre les expositions aux CEM et l'apparition des leucémies.

Le champ électromagnétique au pied des éoliennes est très faible, trop faible pour avoir un effet sur la santé. A partir de 30 mètres du mât, le champ électromagnétique n'est plus perceptible.

Aucun impact sur la santé de la population n'est donc possible, d'autant plus que les premières habitations se situent à plus de 500 mètres du parc éolien.

3.1.7.- Faune, flore, paysage

Les diverses prospections avifaunistiques (15 sorties), chiroptérologiques (10 sorties), mammalogiques (3 sorties), herpétologiques (3 sorties) et floristiques (2 sorties) réalisées sur un cycle biologique complet ont permis l'observation de 57 espèces d'oiseaux, de 5 espèces de chiroptères, de 42 espèces de plantes et de 8 espèces de mammifères, dont la plupart sont dites "communes à assez communes" dans le Nord-Pas-de-Calais, ce qui traduit un degré de sensibilité faible à modéré.

Les aérogénérateurs se situent sur des parcelles agricoles dans une zone de grandes cultures essentiellement céréalières: les espèces végétales en présence sont communes. L'intérêt floristique réside principalement sur la présence de quelques haies arbustives qui ne seront pas affectées par le projet.

L'impact du projet sur la flore peut donc être considéré comme faible à négligeable.

Le risque de perturbation de la faune est limité, à cause de l'éloignement des éoliennes par rapport aux habitats sensibles d'une part, et de leur installation dans une plaine d'agriculture intensive d'autre part.

L'impact du projet sur les oiseaux et les chauves-souris est donc relativement limité.

Les impacts paysagers du projet éolien sont présentés dans l'étude paysagère jointe au dossier de demande. La réflexion qui a été menée pour l'analyse paysagère s'est appuyée sur les variantes examinées dans le cadre du projet de ZDE.

Le plateau cambrésien, au sein duquel le parc éolien prend place, est caractérisé par une topographie de plateau entrecoupé de vallées (Escaut, Selle) et de rivières. Les déboisements successifs et les remembrements ont laissé place à une agriculture dont les caractéristiques accentuent l'ouverture générale du paysage et la topographie.

La deuxième caractéristique de ce territoire est son urbanisation très présente. Dans les paysages du Caudrésis cohabitent donc des visions très profondes autorisées par l'ouverture générale du paysage, avec des visions très courtes dans les espaces urbanisés. Le maillage du territoire est en effet particulièrement dense en voies de communication (successivement chemins, canaux, voies ferrées et routes) et en villages ou bourgades. Cette grande lisibilité du paysage, sinon sa simplicité, est compatible avec l'accueil d'un projet éolien de 10 à 15 éoliennes à condition de définir une implantation qui évite une

En fonctionnement, le parc éolien devra subir une maintenance rigoureuse, préventive et programmée avec le constructeur. Des équipes de deux personnes iront régulièrement vérifier l'ensemble du parc éolien.

Les principaux risques liés à cette phase sont principalement des risques d'ordre électrique et de chute.

De façon générale, à chaque étape de fonctionnement du parc (lors du montage et de la phase d'exploitation), il sera veiller :

- à l'aptitude physique des employés;
- au rappel et au respect des consignes de sécurité (port des EPI, organisation du chantier,...);
- au respect d'utilisation stricte et prescrite des outils;
- à la formation et à son suivi quant au travail en hauteur;
- à la formation et la prévention du risque électrique.

3.4.- Conditions de remise en état proposées

Conformément à l'article R512-6 du Code de l'Environnement l'implantation des 14 aérogénérateurs étant sur un site nouveau, l'avis des propriétaires ainsi que celui des maires, compétents en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif des installations figurent bien au dossier. Le dossier comporte les indications précises du demandeur sur les conditions de sa cessation d'activité et sur celles de la remise en état qu'il compte mettre en œuvre; l'usage futur sera rendu identique à l'usage initial des parcelles à savoir agricole.

3.5.- Garanties financières

Un engagement de fournir, dès la notification de son autorisation, la preuve de la constitution de garanties financières à hauteur de 700 000.00 euros est pris par la SNC MSE Les Dunes.

3.6.- Demande de servitudes d'utilité publique et périmètres associés

Sans objet pour le cas de ce dossier.

4.- CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE

La demande, objet du présent rapport, a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées en date du 25 février 2013 proposant sa mise à l'enquête publique ainsi que la consultation des services ayant à en connaître.

4.1.- Enquête publique

Arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête publique : 30 avril 2013

Durée : 1 mois du 21 mai au 21 juin 2013 inclus

Communes concernées : Le périmètre de cette enquête concerne les communes de : Avesnes le Sec, Avesnes-lesAubert, Awoingt, Beaumont-en-Cambrésis, Beauvois-en-Cambrésis, Bertry, Béthencourt, Bévillers, Boussières-en-Cambrésis, Briastre, Cagnoncles, Camières, Cattenières, Caudry, Cauroir, Esnes, Estourmel, Fontaine-au-Pire, Haucourt-en-Cambrésis, Haussy, Inchy, Iwuy, Ligny-en-Cambrésis, Montigny-en-Cambrésis, Montrecourt, Naves, Neuville, Quiévy, Rieux-en-Cambrésis, Saint-Aubert, Saint-Hilaire-lez-Cambrai, Saint-Python, Saint-Vaast-en-Cambrésis, Saulzoir, Solesmes, Troisvilles, Viesly, Villers-en-Cauchies, Wambaix.

Résultats :

63 observations ont été portées aux registres d'enquête et deux associations ont également fait part de leur avis. L'essentiel des observations concerne les impacts acoustique, visuel et la dépréciation des biens immobiliers. Ces observations émanent principalement des riverains au projet avec une plus forte mobilisation des habitants de Bévillers, mobilisés par l'un d'entre eux. En effet des tracts ont été distribués durant l'enquête publique et la population a été sollicitée par son auteur pour faire part de son opposition au projet sur les registres d'enquête. Ainsi on dénombre 37 avis défavorables sur 46 exprimés pour la commune de Bévillers. Toutefois le commissaire enquêteur déplore une faible participation citoyenne à l'évolution de cette enquête publique.

Mémoire en réponse du pétitionnaire :

Le pétitionnaire a apporté des éléments de réponse sur l'ensemble des problèmes évoqués dans un document figurant en annexe au rapport du commissaire enquêteur.

Avis du commissaire enquêteur :

En conclusion, le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande présentée par la SNC MSE Les Dunes. Cet avis est assorti de 2 réserves et de 3 recommandations. La première réserve concerne la levée de la servitude liée à la présence du radar de Cambrai, annoncée par le développeur courant 2014, doit être un préalable indispensable à l'agrément de ce projet.

occupation importante des champs visuels et qui s'oriente parallèlement aux axes structurants (formés par les voies de circulations qui rayonnent autour de Cambrai).

Le projet retenu par le porteur de projet respecte ces deux points. En effet l'implantation est équilibrée sur deux pôles de manière à préserver un espace de respiration, chacun des pôles formant une double ligne régulière et parallèle aux axes de circulation rectilignes. La perception dynamique du projet y gagne en lisibilité depuis ces axes fréquentés et les villages les plus proches sont préservés de tout effet de barrière visuelle.

D'autre part, l'ouverture globale du paysage permet d'apprécier l'intégralité du parc et d'appréhender sa logique d'implantation, même à distance.

L'impact paysager sur les Monuments Historiques inscrits ou classés est d'une manière générale peu significatif ou inexistant du fait de la nature ou de la localisation des édifices. La grande majorité d'entre eux, situés en cœur de bourgs ou blottis dans les vallées ne présentent aucune sensibilité. Pour d'autre, et tout particulièrement dans le cas des églises les plus proches du projet, les covisibilités éventuelles avec le projet seront ponctuelles. De plus, lorsqu'il y a effectivement visibilité simultanée entre un édifice et les éoliennes, l'observateur devra alors se situer à une distance telle que l'incidence du projet éolien sur l'objet architectural ou patrimonial sera peu significatif.

En 2003, le Caudrésis a vu émerger quelques projets éoliens ponctuels à proximité du site étudié, qui n'ont pas aboutis. A l'heure actuelle, le parc éolien construit le plus proche se situe à 14 km et les autres projets sont prévus à une distance supérieure. Le projet du Caudrésis ne viendra pas concurrencer les autres projets alentour, de même qu'il ne produit pas de saturation visuelle par cumul avec les autres projets; dans ce paysage d'ouverture visuelle, la lisibilité du projet est claire.

En définitive, le projet éolien de La Voie du Moulin Jérôme respecte les caractéristiques paysagères et patrimoniales qui ont été identifiées en première lecture sur le territoire du Caudrésis. L'ensemble des aménagements annexes des aérogénérateurs (poste de livraisons et de transformation) seront réalisés avec sobriété afin de préserver la simplicité du paysage agricole. Aucun câble électrique aérien ne sera créé.

3.1.8.- Radars

Le dossier présente un avis défavorable de l'Armée de l'Air en date du 2 décembre 2009. Cet avis est motivé par les contraintes aéronautiques et radioélectriques liées à la base aérienne et aux radars de Cambrai.

Le contexte local étant amené à évoluer (fermeture de la base aérienne et arrêt des radars de Cambrai), l'exploitant indique qu'une nouvelle consultation auprès des services de l'Armée de l'Air est en cours.

3.2.- Synthèse de l'étude de dangers présentée par le demandeur

L'étude de danger repose sur une analyse préalable de l'environnement de l'installation, des équipements de l'installation et du retour d'expérience. Ensuite une analyse préliminaire des risques a permis de mettre en évidence 3 scénarios d'accidents critiques, qui ont fait l'objet d'une évaluation des effets et conséquences sur les enjeux-cibles identifiés au préalable.

Ces scénarios retenus pour une analyse détaillée des risques sont:

- la chute et la projection de plaque de givre;
- la projection de pale et la chute d'éléments de l'éolienne;
- l'effondrement de l'éolienne.

Les effets de pollution des sols sont présents (fuite d'un système de lubrification par exemple) mais considérés comme non significatifs (zone d'effet limitée) tout comme les effets d'incendie des équipements.

Ont été estimées la gravité (gravité sur les personnes), l'intensité (distance d'atteinte maximale) et la probabilité de ces accidents retenus (fréquence d'occurrence par an). Il a été supposé que ces événements présentaient une cinétique rapide.

L'appréciation de la démarche de maîtrise des risques accidentels liés à l'ensemble des activités de la SNC MSE Les Dunes sur son parc éolien La Voie du Moulin Jérôme a permis d'affirmer que les mesures de maîtrise des risques prévues et les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux permettent d'assurer un niveau de risque global compatible avec les objectifs définis par la réglementation ICPE.

En particulier, la maintenance, la surveillance des éoliennes, la formation du personnel intervenant, la conformité des aérogénérateurs avec les normes de conception en vigueur, ainsi que les procédures de sécurité, d'entretien et de travail sont autant d'éléments essentiels à la sécurité et au bon fonctionnement du parc éolien.

Par ailleurs, l'emplacement du site constitue également une mesure préventive du fait de la vulnérabilité modérée qu'il présente, et également du fait du respect des servitudes et distances d'éloignement réglementaires vis-à-vis des infrastructures et des habitations.

3.3.- Notice d'hygiène et de sécurité du personnel

La notice permet de s'assurer que le domaine "hygiène/sécurité" des travailleurs a bien été pris en considération par le demandeur et que ses choix quant à la conception de l'installation, tels qu'exposés dans son projet, satisfont aux exigences législatives et réglementaires en matière de santé et de sécurité du personnel.

Cela implique d'analyser a priori les risques professionnels prévisibles, liés à l'installation, afin de déterminer les mesures propres à les prévenir.

La phase montage présente des risques connus par les sociétés de BTP (terrassement, fondation, ...). La topographie et l'accès souvent en recul des voies de dessertes "classiques" sont des facteurs d'accentuation.

Cette assurance n'a toujours pas été donnée aujourd'hui par le responsable de la zone Aérienne de Défense Nord de l'Armée de l'Air.

La seconde relative à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, notamment pour la commune de Bévillers, afin qu'elle soit effectivement accomplie et vérifiée.

Les recommandations sont d'ordre paysager, faunistique et acoustique. Le commissaire enquêteur souhaite:

- que soit recherchée, individuellement pour les quelques personnes en ayant exprimé le souhait, des mesures compensatoires en adéquation avec la réduction d'un sentiment intrusif, notamment en termes d'aménagement paysager propres à en atténuer le caractère.
- que les mesures d'aménagement prévues au bénéfice de la faune et de la flore locales (mise en place de chiroptères, création de zones préservées, de haies, de bandes enherbées et de connexions biologiques entre les différents milieux) soient impérativement réalisées et contrôlées,
- que les engagements de MSE Les Dunes, s'agissant de la réalisation d'une campagne de mesures acoustiques en conditions réelles d'exploitation après mise en service des éoliennes soient effectivement vérifiés et prescrits par l'arrêté préfectoral qui devra, en outre, fixer les modalités de bridage ou d'arrêt des éoliennes telles que détaillées dans l'étude d'impact.

4.2.- Avis des conseils municipaux

Avesnes-lesAubert, Cattenières, Saint-Aubert, : avis favorables;
Villers-en-Cauchies: avis défavorable en date du 24 mai 2013 ;

Avesnes le Sec, Awoingt, Beaumont-en-Cambrésis, Beauvois-en-Cambrésis, Bertry, Béthencourt, Bévillers, Boussières-en-Cambrésis, Briastre, Cagnoncles, Camières, , Caudry, Cauroir, Esnes, Estourmel, Fontaine-au-Pire, Haucourt-en-Cambrésis, Haussy, Inchy, Iwuy, Ligny-en-Cambrésis, Montigny-en-Cambrésis, Montrecourt, Naves, Neuville, Quiévy, Rieux-en-Cambrésis, Saint-Hilaire-lez-Cambrai, Saint-Python, Saint-Vaast-en-Cambrésis, Saulzoir, Solesmes, Troisvilles, Viesly, Wambaix: avis des conseils municipaux non communiqués.

Les Maires de Béthencourt, Bévillers, Quiévy et Saint-Hilaire-lez-Cambrai ont indiqué être favorables à l'implantation d'éoliennes sur leur territoire.

4.3.- Avis du CHSCT

Sans objet

4.4.- Avis des services

Direction Départementale des Territoires et de la Mer (11 juillet 2013) : émet un avis favorable et attire toutefois notre attention sur le fait que pendant les travaux d'enfouissement des lignes électriques à 20 000 volts, et bien que le parc se trouve sur une zone où la sensibilité de remontée de nappe est jugée *très faible à faible*, le porteur de projet devra prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tout rejet de matières en suspension dans le milieu lors d'éventuel rabattement de nappe ou pompage lors de pluies.

Direction Régionale des Affaires Culturelles (12 juin 2013) : indique que l'Architecte des Bâtiments de France n'a pas d'avis à donner sur ce dossier d'autorisation d'exploiter. Néanmoins, je rappelle l'avis défavorable émis par le Chef du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Nord sur les demandes de permis de construire du parc éolien du Moulin Jérôme, émis le 21 Juillet 2011.

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement :

Le pétitionnaire demande l'autorisation d'exploiter un parc éolien de 14 aérogénérateurs sous le régime de l'autorisation sur les communes de Bévillers, Béthencourt, Quiévy et Saint-Hilaire-lez-Cambrai.

L'activité envisagée doit notamment être exercée dans le respect des dispositions des textes principaux suivants :

- Code de l'Environnement ;
- Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté ministériel du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications ;
- Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

- Arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

- Arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Le dossier déposé par le pétitionnaire a été soumis à une procédure d'enquête publique et administrative.

Il en ressort que :

- l'enquête publique a suscité des remarques pour lesquelles le pétitionnaire a apporté des réponses satisfaisantes.
- L'examen de ces réponses par le commissaire enquêteur conclut en ce sens.
- l'enquête administrative n'a pas généré de remarques des services.

Il est cependant nécessaire de rappeler qu'à ce jour le pétitionnaire n'a pu apporter d'éléments suffisants pour justifier du respect des dispositions de l'article 4 de l'Arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées. En effet, les dispositions cet article, qui concernent les aspects "perturbation du fonctionnement des radars et des aides à la navigation", prévoient que les perturbations générées par l'installation ne gênent pas de manière significative le fonctionnement des équipements militaires. A cette fin, l'exploitant implante les aérogénérateurs selon une configuration qui fait l'objet d'un accord écrit des services de la zone aérienne de défense compétente sur le secteur d'implantation de l'installation concernant le projet d'implantation de l'installation. Comme l'a indiqué en réserve le commissaire enquêteur la présence du radar militaire de la Base aérienne de Cambrai-Epinoy empêche l'implantation de ce parc éolien. A ce jour, la zone Aérienne de Défense Nord a émis un avis défavorable motivé par les contraintes aéronautiques et radioélectriques liées à la base aérienne et aux radars de Cambrai.

5.- PRISE EN COMPTE DE L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

L'Autorité Environnementale a émis son avis le 4 avril 2013. La conclusion de cet avis est la suivante :

"La clarté de l'étude d'impact mérite d'être soulignée, elle permet une bonne information environnementale du public. Le contenu de l'étude d'impact et les mesures proposées par le porteur de projet témoignent d'une réelle préoccupation et d'une prise en considération de l'environnement dans le projet et sur les choix retenus.

Toutefois l'étude d'impact aurait pu être approfondie sur certains éléments ponctuels. L'analyse des variantes reste succincte, celles-ci étant toutes localisées dans l'aire d'étude immédiate. Le site retenu induit une contradiction dans la prise en compte de l'environnement. En effet, l'insertion paysagère induit une orientation du parc selon un axe est-ouest (direction des principaux axes routiers du site sur lequel le projet est envisagé), alors que cette orientation, perpendiculaire au couloir de migration de l'avifaune, est celle qui induit le plus fort risque d'impact sur l'avifaune remarquable observée aux abords du site. Au regard de cette contradiction, le dossier aurait dû également s'attacher à démontrer en quoi, sur ce point en particulier, l'enjeu paysager a primé sur l'enjeu faunistique.

Les enjeux environnementaux sont toutefois bien traités, et les mesures d'intégration du projet dans son environnement sont pertinentes et adaptées.

Au vu des sensibilités du secteur d'implantation, tant sur le volet écologique qu'humain (et notamment acoustique), la mise en place de mesures d'exploitation et de suivi précises est très importante pour confirmer les conclusions sur l'absence d'impact, ainsi que la pertinence des mesures d'évitement, réduction et compensation proposées.

Cet avis a été joint à la procédure d'enquête publique.

L'exploitant a produit dans son mémoire en réponse des compléments d'information de nature à apporter réponse aux observations de l'Autorité Environnementale.

6.- PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les exigences de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées n'étant pas respectées, les conditions d'octroi d'une autorisation pour l'exploitation du parc éolien de la SNC MSE Les Dunes ne peuvent être satisfaite. Dans ces conditions l'Inspection des Installations classées propose à Monsieur le Préfet du Nord de refuser la dite autorisation.

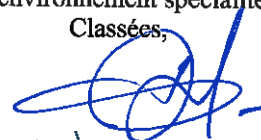
Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint en annexe.

7. – SUITES ADMINISTRATIVES

En application des articles R 512-25 et R 553-9 du Code de l'Environnement relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, nous proposons à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

d'émettre un avis défavorable à la demande d'autorisation présentée par la SNC MSE Les Dunes conformément au projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines,
Inspecteur de l'environnement spécialité Installations
Classées,



Pascal DE SAINT VAAST

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord - Pas-de-Calais - A l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques.

Prouvy, le.....

L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines,
Chef de l'unité territoriale du Hainaut Cambrésis Douaisis

14 SEP. 2013



Daniel HELLEBOID

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord pour présentation à la CDNPS

Lille, le
P/Le DIRECTEUR et par délégation,
L'INGENIEUR DES MINES,
Chef du Service Risques,

A. DOZIERES

12 SEP. 2013

p. le chef de division,



L. GONARDO

ANNEXE 1 : LISTE DES INSTALLATIONS CLASSEES DE L'ETABLISSEMENT

<i>LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION</i>	<i>CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION</i>	<i>RUBRIQUE DE CLASSEMENT</i>	<i>A5, 4, D, C, NC (1)</i>	<i>RAYON D'AFFICHAGE</i>	<i>OBSERVATIONS</i>
Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	14 aérogénérateurs dont le mat a une hauteur supérieure à 50 m (environ 80 m) et d'une puissance unitaire de 3,37 MW	2980	A	6	Le projet éolien "La Voie du Moulin Jérôme" est soumis à autorisation sous la rubrique 2980-1
1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m 2. Comprenant uniquement des aérogénérateurs dont le mât a une hauteur inférieure à 50 m et au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur maximale supérieure ou égale à 12 m et pour une puissance totale installée : a) supérieure ou égale à 20 MW b) inférieure à 20 MW			A D	6	

(1) AS : installations soumises à autorisation susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique,

A : installations soumises à autorisation,

D : installations soumises à déclaration,

C : installation soumise à contrôle périodique prévu à l'article L.512-11 du code de l'environnement

NC : installations non classées.

ANNEXE 2 : PROJET D'ARRETE PREFECTORAL

**ARRÊTÉ Préfectoral N ° du portant refus d'autorisation d'exploiter
(Livre V, titre 1er du Code de l'Environnement)**

Installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent

SNC MSE Les Dunes à EURALILLE

LE PRÉFET DU NORD

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu la demande présentée en date du 13 décembre 2012 par la SNC MSE Les Dunes dont le siège social est à EURALILLE en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance maximale de 47,18 MW ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 4 avril 2013 ;

Vu le registre d'enquête et le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Avesnes-les-Aubert, Cattenières, Saint-Aubert et Villers-en-Cauchies ;

Vu le rapport du 8 août 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par en date du

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que le projet se situe dans un rayon de 21 km du radar militaire de la Base Aérienne de Cambrai-Epinoy;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit implanter les aérogénérateurs selon une configuration qui fait l'objet d'un accord écrit des services de la zone aérienne de défense compétente sur le secteur d'implantation de l'installation concernant le projet d'implantation de l'installation;

CONSIDÉRANT qu'aucun accord écrit des services de la zone aérienne de défense Nord n'a été produit en ce sens;

CONSIDÉRANT l'avis défavorable en date du 22 décembre 2009 de la Zone Aérienne de Défense Nord de l'Armée de l'Air joint au dossier;

CONSIDÉRANT qu'aucun élément ne justifie que les perturbations générées par l'installation ne gênent pas de manière significative le fonctionnement des équipements militaires;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ne sont pas respectées;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord

Article unique

La demande d'autorisation présentée par la Société en nom collectif MSE Les Dunes, dont le siège social est situé Tour de Lille Rue de Turin à EURALILLE (59277), en vue d'exploiter un parc éolien de 14 aérogénérateurs projet dit "La Voie du Moulin Jérôme" sur les communes de Béwillers, Béthencourt, Quiévy et Saint-Hilaire-lez-Cambrai est refusée.

